

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Aquitaine

Bordeaux, le - 8 OCT. 2012

Mission Connaissance et Évaluation
Dossier : F07212P0164

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F07212P0164 relatif au défrichement d'un terrain d'une superficie de 24,25 ha préalablement à sa mise en culture lieu-dit l'Estroupiat sur la commune de Lucmau (33) reçu complet le 4 septembre 2012 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 11 septembre 2012 ;

Vu l'avis du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne du 25 septembre 2012 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la réalisation d'un défrichement sur une superficie de 24,25 ha préalablement à une mise en culture. Le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'Environnement qui soumet à étude d'impact les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 ha et à examen au cas par cas en deçà de ce seuil ;

Considérant que les dimensions du projet de défrichement sont proches de celles entraînant une soumission systématique à étude d'impact ;

Considérant que la mise en culture nécessite l'implantation d'un pivot d'irrigation de 400 m environ,

Considérant la localisation du projet situé à l'intérieur du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne et à environ 1500 m des sites Natura 2000 FR7200723 Champ de tir de Captieux et FR7210078 Champ de tir du Poteau, de la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux ZO00000605 Champ militaire du Poteau et cultures associées, et de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type 2 (ZNIEFF 2) 720001999 Champ de tir de Captieux ;

Considérant que le projet se situe par ailleurs à environ 100m de la lagune du Rouquet ;

Considérant que le projet constitue une extension d'une importante zone agricole de plusieurs centaines d'hectares ;

Considérant que l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire ne permet pas de garantir l'absence d'impact notable sur l'environnement, notamment sur :

- la gestion de la ressource en eau,
- la préservation des espaces environnants à forte valeur patrimoniale (sites Natura 2000, lagunes et landes humides),
- l'érosion des sols.

Considérant que l'impact de l'augmentation de la surface agricole nécessite d'être évalué au regard de la préservation du massif forestier ;

Arrête :

Article 1^{er}

L'opération objet du formulaire n° F07212P0164, **est soumise à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Le préfet de région,


Michel DELPUECH

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
à adresser au Tribunal administratif de Bordeaux
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).